

Albi, le 24 JUIL. 2023

Service économie agricole et forestière

**Avis de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers
(CDPENAF)**

- Vu le code de l'urbanisme notamment l'article L153-17 du code de l'urbanisme pour les projets de plan local d'urbanisme ;
- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L 112-1-1 et D 112-1-11 ;
- Vu le décret n° 2015-644 du 09 juin 2015 relatif aux commissions départementales et interdépartementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- Vu le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2015, portant nomination des membres de la CDPENAF du Tarn, modifié le 10 février 2021 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 mars 2023 portant délégation de signature à monsieur Maxime CUENOT et de subdélégation à son adjoint et aux chefs de service du 16 mars 2023 ;
- Vu la demande de consultation, présentée le 15 mai 2023 relative au projet d'élaboration du projet de plan local d'urbanisme de Taïx ;
- Vu les votes recueillis lors de la commission qui s'est réunie le 29 juin 2023.

Avis portant sur la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers sur le PLU de Taïx

Considérant que l'emprise du projet pour l'urbanisation destinée à de l'habitat entraîne une faible consommation de l'espace agricole, en cohérence avec des projections d'accueil de population conformes aux objectifs proposés par le SCOT, et très largement inférieures aux tendances observées sur la dernière décennie ;

Considérant que la commune s'est attachée à raisonner sa consommation foncière en limitant fortement les espaces en extension sur le bourg et sur 2 des 5 hameaux répertoriés et en permettant une densification limitée au potentiel résiduel au sein des parties urbanisées, sur la base d'une étude de densification détaillée (analyse des espaces libres et leurs potentiels au regard des périmètres de réciprocité vis-à-vis des exploitations agricoles actives, autorisations en cours, logements vacants et potentiel de remobilisation) ;

Considérant que le projet recourt peu au renouvellement et la remobilisation de l'habitat vacant et ancien du fait du faible nombre de logements disponibles mais qu'il entérine les projets en cours tout en réduisant les grandes extensions permises par la carte communale, ce qui contribue à préserver les espaces agricoles ;

Considérant que les remarques formulées en séance concernant l'absence d'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sur les secteurs du « Village » et de « Règuelongue » ont été levées par les explications apportées en séance : des permis de construire ou d'aménager ont été autorisés sur ces secteurs ;

Considérant que le diagnostic agricole, dont la qualité est soulignée, permet d'identifier les différents enjeux en matière d'activité et de production agricole : il permet d'analyser la structuration de l'économie agricole et forestière sur le territoire, et pose clairement les atouts et contraintes ;

Considérant que le diagnostic cartographie les espaces cultivés et déclarés à la PAC, localise les sièges, les bâtiments d'exploitation et leur fonction, et intègre une analyse des périmètres de réciprocité travaillée en fonction des secteurs urbanisés ;

Considérant que le projet (PADD) et la justification des choix en matière de préservation des espaces agricoles sont cohérents dans leurs objectifs (soutenir l'agriculture, respecter l'usage et la réciprocité des activités, lutter contre le mitage de l'espace agricole) et sont pertinents dans ce territoire de polyculture et d'élevage : les mesures proposées prennent en compte les distances de non traitement par l'aménagement d'espaces tampons notamment pour chacune des OAP ;

Considérant que le projet décline la volonté de préservation des éléments naturels par l'identification graphique en zone naturelle de la trame verte et bleue en repérant les cours d'eau et leurs ripisylves ainsi que deux coupures d'urbanisation à maintenir conformément aux données du SRCE et aux travaux réalisés dans le cadre du SCOT ;

Aux termes des délibérations des membres de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers du Tarn réunis en date du 29 juin 2023, la CDPENAF, sous la présidence de monsieur François LECCIA, directeur départemental adjoint des territoires, émet un avis **favorable** concernant le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de **Taïx**, son économie générale et la prise en compte des espaces agricoles, naturels et forestiers et la forte réduction de consommation foncière.

L'avis favorable est assorti d'une recommandation : le projet pourrait inciter, sur les secteurs en contact avec des parcelles agricoles cultivées ne présentant pas de dispositif de type haie bocagère, un aménagement de ces franges pour atténuer les risques de gêne à l'activité agricole et de conflit d'usage (Village La Mestrie Haute et la Mestrie Basse – La Plane – Lempéry).

Avis portant sur les prescriptions sur la constructibilité en zone A et N du PLU de Taïx

Considérant que le projet intègre les dispositions liées à la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, et notamment les valeurs recommandées pour encadrer les emprises au sol des constructions en zone agricole, y compris les annexes et les extensions, afin de permettre l'évolution de ces habitations en cohérence avec les problématiques de réciprocité, et le maintien du caractère rural des communes ;

Considérant que le projet de modification intègre les recommandations émises par la CDPENAF notamment en matière de distance des annexes à l'habitation existante ;

A l'issue des votes des membres de CDPENAF du Tarn, sous la présidence de monsieur François LECCIA, directeur adjoint de la DDT du Tarn, la commission émet un avis **favorable** au projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de **Taïx**, concernant les dispositions prévues en application de l'article L151-12 du code de l'urbanisme assorti **des deux remarques suivantes** :

Pour prendre en compte les distances de non traitement, la CDPENAF recommande de positionner la piscine à plus de 20 m des limites de propriété, lorsque celle-ci jouxte une parcelle agricole cultivée.

Pour éviter un effet de seuil autour de 100m², la CDPENAF préconise de définir un seul pourcentage d'augmentation pour définir la dimension maximale d'une extension relativement à la taille initiale de l'habitation.

Identification de bâtiments susceptibles de changer de destination en zone A et N du PLU de Taïx

Considérant que le règlement intérieur de la commission préconise la consultation au stade de l'examen du PLU des bâtiments susceptibles de changer de destination, celle-ci n'étant pas obligatoire à ce stade, pour limiter des avis conformes potentiellement défavorables au stade de l'autorisation d'urbanisme ;

Considérant que le projet n'identifie que 3 bâtiments situés sur d'anciens sièges d'exploitation dont la vocation agricole est déjà perdue et qui sont localisés au sein de petits groupes d'habitations n'ayant aucun impact sur les activités agricoles environnantes.

Aux termes des délibérations de ses membres, la CDPENAF du Tarn, sous la présidence de monsieur François LECCIA, directeur départemental adjoint des territoires, n'émet aucune remarque concernant l'identification des bâtiments suivants susceptibles de changer de destination.

Il est rappelé que les bâtiments susceptibles de changer de destination sont soumis à l'avis conforme de la CDPENAF au moment de la demande d'autorisation d'urbanisme.

Pour le préfet et par délégation,
Le président de la CDPENAF
Le directeur adjoint



François LECCIA